

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 décembre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

EMC2

Nid de Cygne
55100 BRAS SUR MEUSE

Références : CL/46-2022
Code AIOT : 0006200757

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 décembre 2022 dans l'établissement EMC2 implanté : Le Nid de Cygne – 55 100 Bras-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 2 décembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMC2
- 55 100 Bras-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200757
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative agricole EMC2 est autorisée à exploiter à Bras-sur-Meuse des silos de stockage de céréales ainsi que des installations de séchage et de traitement mécanique des substances végétales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Risque accidentel
- Formation
- Contrôles périodiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations classées	AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Ammonitrates	AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 2	/	Sans objet
3	Formation	AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 13	/	Sans objet
4	Veille risque accidentel	AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 15	/	Sans objet
5	Sondes températures	AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 16	/	Sans objet
6	Prévention explosion	AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 17	/	Sans objet
7	Prévention risques liés à la manutention	AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 19	/	Sans objet
8	Contrôles complémentaires	AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 28	/	Sans objet
9	Permis de feu	Arrêté Ministériel du 29 mars 2004, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux nécessaires au maintien de la sécurité des installations ont pris du retard du fait de la crise sanitaire. Néanmoins les défauts les plus importants et nécessitant des réparations rapides ont bien été traités en priorité. Les travaux restant à réaliser sont programmés pour le printemps 2023.

Il est demandé à l'exploitant de respecter strictement son engagement de réalisation des travaux de priorité 2. Il transmettra dès la réalisation de ces 4 travaux restants, les justificatifs correspondants, à l'inspection des installations classées.

Un planning de réalisation des défauts de priorité 3 est à transmettre à l'inspection, lequel ne pourra excéder 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations classées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2160.1.a : 112 889 m ³ 2260.2 : 200 kW 2910.A.2 : 8,12 MW gaz 1510.2 : 18 000m ³ 1155 : 99 t de produits agropharmaceutiques.
Constats : Le volume des activités n'a pas évolué. Néanmoins, l'évolution de la nomenclature des ICPE entraîne les changements de rubrique pour les activités : <ul style="list-style-type: none">• relevant du stockage de céréales 2160.1.a pour 112 889 m³ qui devient 2160-1 pour 25 334 m³ (E) et 2160-2 pour 87 555 m³ (A) ;• relevant du travail mécanique du grain qui passent de 2260-2 à 2260-1-b. L'exploitant a procédé à des déclarations d'antériorité pour les rubriques concernées le 27 mai 2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Ammonitrates

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Ammonitrates
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 8 jours après la notification du présent arrêté, il est interdit de stocker des engrais à base d'ammonitrates sur le site. La liste des produits stockés sera conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage devra être signalé et l'exploitant devra justifier que ces modifications sont compatibles avec les mesures de prévention et de protection existantes.
Constats : Il n'y a pas de stockage d'engrais à base d'ammonitrates sur le site ; celui-ci ayant été supprimé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 13
Thème(s) : Autre, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement et à l'application des consignes d'exploitation et des consignes de sécurité.
Constats : L'exploitant a présenté les attestations de formation des personnes nommément désignées, dont notamment celle du chef de silos et de l'ensemble des intervenants, y compris les saisonniers. La formation comprend une partie spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement et à l'application des consignes d'exploitation et des consignes de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Veille risque accidentel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Veille
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les problèmes rencontrés sur les installations sont remontés via un outil informatique de suivi de maintenance (Workflow). Les incidents sont ainsi remontés au siège qui analyse les événements et propose les suites jugées nécessaires. Ainsi, l'équipe "risque" ressort et met en œuvre les suites pour les événements notés « importants ». L'exploitant a présenté les analyses pour les années 2021 et 2022. (défaut thermomètre, foudre, sondes, ...)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sondes températures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Température
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le relevé des températures est réalisée selon une fréquence hebdomadaire par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.
Constats : Le relevé des températures est effectué par la supervision sur site. La consignation des températures est réalisée sur un classeur disponible au bureau du silo. Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées a pu constater que les températures enregistrées remontent jusqu'en janvier 2021. En cas d'élévation de la température, plusieurs seuils d'alarmes sont susceptibles de se déclencher sur la supervision. L'exploitant a indiqué avoir réglé ces différents seuils en fonction des risques qu'il a déterminés. Le capteur de température de la cellule CD72 du silo SEMLOR qui ne fonctionnait pas lors de la dernière inspection a bien été remplacé avant remise en service de la cellule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention explosion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport pour l'année 2021. Ce document comprend les contrôles réalisés par la société DEKRA à échéance annuelle, qui répondent à la prescription contrôlée. Les non-conformités relevées sont gérées par le service maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention risques liés à la manutention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant effectue des vérifications des dispositifs cités à cet article. Les résultats de ces vérifications font l'objet d'un enregistrement. Lors du contrôle, l'inspection des installations classées a pu vérifier le fonctionnement d'un contrôleur de rotation, d'un détecteur de bourrage de vis, et un contrôleur de rotation d'un séparateur. Concernant la vis, il a bien été constaté que l'actionnement du détecteur de bourrage allumait une alarme sur la supervision nécessitant une intervention humaine pour acquitter le défaut. Les autres détecteurs n'ont pas été testés pour ne pas perturber la production en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôles complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 5 novembre 2008, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles complémentaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suite au contrôle du 22 mai 2019, l'exploitant devait justifier de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réalisation sous trois mois d'un nouveau contrôle sur l'état des structures des silos, et la transmission du compte-rendu faisant suite à ce contrôle dans les meilleurs délais ; - le respect à l'avenir de la fréquence annuelle de contrôle de l'état des structures avec compte-rendu ; - la réalisation sous six mois des travaux nécessaires à la remise en état du silo 3, à savoir la reprise des armatures métalliques apparentes, notamment sur les dés de béton des poteaux métalliques extérieurs, ainsi qu'à l'intérieur de la galerie de ventilation. - la proposition d'un échéancier permettant de corriger, sous trois ans, l'ensemble des défauts de priorité 2 qui ont été répertoriés dans le rapport d'expertise du 30 mars 2010 faisant suite au contrôle visuel des silos verticaux du site de BRAS-SUR-MEUSE en date du 22 janvier 2010. <p>Constats : Du fait de la période liée au contexte sanitaire ces dernières années, les travaux se sont retrouvés décalés dans le temps.</p> <p>L'exploitant a présenté les travaux réalisés depuis la dernière inspection et le programme prévisionnel des travaux restant à effectuer.</p> <p>Le contrôle par un organisme externe (betib - Bureau d'Études Techniques et Ingénierie du Bâtiment) a été réalisé. Le rapport en date du 30 septembre 2020 a été transmis par courrier électronique suite à l'inspection.</p> <p>Un échéancier des travaux déjà réalisés et de ceux restants à réaliser mais déjà programmés a été transmis après l'inspection. 9 défauts de priorité 2 ont déjà été réparés et 4 sont programmés au printemps 2023. Il restera 3 défauts de priorité 3 à réaliser. La réalisation des travaux a respecté les priorités données dans le rapport.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de respecter strictement son engagement de réalisation des travaux de priorité 2. Il transmettra dès la réalisation de ces 4 travaux restants, les justificatifs correspondants, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un planning de réalisation des défauts de priorité 3 est à transmettre à l'inspection, lequel ne pourra excéder 6 mois.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de procéder à un contrôle de l'état des structures comportant un compte-rendu, ce de manière annuelle, comme prévu par l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2008. Elle précise également qu'il lui appartient d'en assurer le suivi et un plan d'action à mener en fonction des constatations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29 mars 2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de la dernière inspection, il était demandé de préciser sur les permis de feu les éléments suivants: la modification de la fiche d'établissement de permis de feu, qui devra renseigner la nature des travaux à l'origine du permis de feu, une mention sur la préférence de réalisation des travaux par points chauds, notamment en dehors des zones à risques sur les travaux qui peuvent se réaliser en atelier. L'exploitant avait prévu de transmettre le document, non reçu à ce jour.
Constats : Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées a constaté que le document "permis feu" avait bien été modifié suivant les remarques du précédent contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet